

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Concertation politique : début des travaux aujourd'hui à 10 heures

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

SAUF événement imprévisible, c'est en principe aujourd'hui à 10 heures, à l'esplanade du ministère de la Défense nationale, que débutent les travaux de la concertation politique. C'est ce qu'a clairement indiqué le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, lors d'une déclaration rendue publique, hier, en début de soirée.

À l'entendre, face à la pluralité des listes proposées par l'opposition, dans l'impossibilité de fournir une liste consensuelle et harmonisée de ses délégués, en dépit des délais qui lui ont été prescrits, le gouvernement s'est vu obligé de considérer la constitution de la liste des délégués de l'opposition sur la base de certains critères. Notamment la représentativité des formations politiques au sein des deux Chambres du Parlement, des Conseils locaux et la prise en compte des noms de personnalités mentionnés dans les listes transmises au ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Ce, a-t-il précisé, "afin d'éviter de connaître un retard considérable dans le démarrage effectif des travaux".

Quoi qu'il en soit, dans cette liste, on y retrouve les figures de proue de ce bord politique. Entre autres : le président honoraire des Démocrates (LD), Séraphin Davain Akoure, Pierre-Claver Maganga Moussavou du Parti social démocrate (PSD), Barro Chambrier du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), Paul-Marie Gondjout de l'Union nationale initiale (Uni), Jean-Valentin Leyama de la "Réappropriation du Gabon, son indépendance pour sa reconstruction (RÉAGIR).

Autant de personnalités qui, peu ou prou, ont exprimé leur mécontentement devant la tournure prise par les événements dans leur camp, au lendemain de l'ouverture officielle de la concertation politique par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, lundi

dernier, au palais de la présidence de la République.

En tout état de cause, l'opposition ne sera pas parvenue à surmonter ses contradictions et à vaincre ses vieux démons.

En réalité, deux camps se sont constamment opposés. Celui des tenants de la représentativité des formations politiques, emmené par Pierre-Claver Maganga Moussavou et Barro Chambrier. Et l'autre, privilégiant la pluralité et la diversité des sensibilités au sein de l'opposition. Défendu, entre autres, par le Congrès de l'opposition républicaine et patriotique (Corp), la coalition PG 41 et l'Union des forces du changement (UFC). Au milieu de tout ceci, l'UN a, semble-t-il, adopté une posture attentiste.

Avec autant de sons de cloche, pas sûr qu'ils parviendront à s'accorder durant les travaux. Ce qui augure de belles empoignées.



Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, Lambert Noël Matha, lors de sa déclaration.

Dans tous les cas, la majorité a observé tout ce spectacle avec calme et sérénité. Non sans un

certain brin de délectation. Qu'à cela ne tienne, les yeux sont désormais rivés sur les quatre-

vingts délégués (quarante pour la majorité et autant pour l'opposition).

Attention à la politique de la chaise vide

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

CEUX qui suivent l'histoire depuis 30 ans connaissent parfaitement le mode opératoire d'une certaine opposition et ses acteurs. Sans que personne ne soit dupe, le blocage des travaux de la concertation politique du fait des divisions au sein de l'opposition n'étonne pas les observateurs avertis. Pis, la menace brandie par une partie de celle-ci, au nom d'une certaine légitimité, ne masque que très mal la surenchère.

Comme l'habitude semble être une seconde nature, il est remis au goût du jour des pratiques qui ont souvent fait la bonne fortune de certains au détriment des autres. Mais pourquoi chercher à claquer la porte d'une concertation qu'ils ont pourtant demandée de leurs vœux ? Allez-y comprendre ce que tout cela cache.

De Pierre-Claver Maganga Moussavou du Parti social démocrate (PSD) à Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), ou Alexandre Barro Chambrier du



Représentants de l'opposition et de la société civile lors d'une précédente sortie.

Parti pour la patrie et la modernité (RPM), l'art de la négociation les appelle à placer des billes afin d'être à un moment comme à un autre incontournable lors de ces discussions. Il est donc légitime pour eux de vouloir d'entrée justifier chacun son assise politique. Histoire de dire qu'il est difficile de pouvoir faire sans eux. Car, de part l'histoire reculée ou récente, ils peuvent tous se prémunir d'une certaine implantation politique au niveau national qui

leur confère un statut indéniable sur l'échiquier. Même si la représentativité de leurs chapelles politiques respectives n'est guère aussi importante que ça au sein des assemblées parlementaires et locales.

Tout comme des nouvelles forces, telles que REAGIR dont la figure de proue est aujourd'hui un ancien membre influent de la société civile. Pour avoir perçu les enjeux d'une concertation politique qui devra faire avec les

propositions de tous, il coule de source que c'est le moment de s'illustrer. Avec à l'idée que les élections générales à venir ne devraient pas refléter, dans leurs modalités pratiques, le réceptacle d'une dictature de la pensée politique de certains.

D'où malgré certains préalables, les plus affûtés ont compris l'importance de leur présence. Tant, lors des pourparlers ou négociations, la politique de la chaise vide n'a jamais payé.